

Samedi 25 mai 2024

NON
au choc
des savoirs

POUR
l'École
publique

**JOURNÉE NATIONALE DE MOBILISATION
MANIFESTATION À TOULOUSE
(MÉTRO J. JAURÈS À 11H)**



**PLUTÔT QU'UN « CHOC DES SAVOIRS », DANS NOTRE ACADÉMIE COMME PARTOUT EN FRANCE,
NOUS EXIGEONS UN « CHOC DES MOYENS » !**

Pour notre académie, des chiffres qui parlent d'eux-mêmes, pour évaluer les besoins et le « choc des moyens » nécessaire au service de la réussite de toutes et tous :

◆ **+ 900 postes d'enseignant-es du Second degré** = ce qu'il faudrait à notre seule académie pour retrouver les taux d'encadrement de 2005, année de la démission de la rectrice Belloubet pour protester contre le manque de moyens ;

◆ **+ 3000 postes d'enseignants, + 300 AED, + 500 AESH** = ce qu'il faudrait par exemple pour répondre au plan d'urgence pour l'éducation en Haute-Garonne et garantir des conditions d'apprentissage décentes et efficaces ;

◆ **+ 80 postes en collège** = ce qu'il faudrait par exemple pour un département rural comme l'Aveyron pour avoir des classes limitées à 24 élèves dans tous les collèges du département ; contrairement à ce qui est souvent dit, oui les zones rurales ont aussi besoin de moyens ;

◆ **+ 50 postes de CPE et des AED en nombre** = ce qu'il faudrait pour un meilleur encadrement et un meilleur climat scolaire au quotidien ;

◆ **+ 900 postes de documentation** = ce qu'il faudrait pour qu'il y ait 2 postes / établissement et 1 poste supplémentaire par tranche de 250 élèves ;

◆ **des personnels médicaux-sociaux** = ce qui est aussi nécessaire pour un accompagnement efficace des jeunes.

Le « choc des savoirs », c'est une réforme profonde, une régression historique avec l'institutionnalisation du tri social et la dénaturation profonde de nos métiers :

◆ **tri social généralisé** : des groupes de niveaux stigmatisants et inefficaces, un brevet barrière pour accéder au lycée, une orientation précoce vers le marché du travail ;

◆ **désorganisation générale** = des emplois du temps rigidifiés par les barrettes et les classes explosées, la dégradation du suivi et de la connaissance des élèves, des CPE et vies scolaires sous tension ;

◆ **standardisation des pratiques** = des programmes revus de la 6ème à la Terminale en 2 ans, axés sur des techniques, sur la culture générale et les compétences psychosociales, des manuels labellisés, l'utilisation de l'IA, des progressions communes pour des enseignant-es interchangeables et dépossédés de leur expertise

◆ **formation initiale appauvrie et formation continue en mode formatage** = personnels dépossédés de leur capacité d'adaptation et de leur liberté pédagogique, avec un glissement vers des métiers d'exécution et non plus de conception, moins valorisés et moins payés.

◆ **pilotage par l'évaluation** = concurrence, compétition entre élèves, entre établissements, entre collègues, à travers l'évaluation des établissements, les évaluations nationales.

NON
au choc
des savoirs

BRIDER L'AMBITION ET LE PARCOURS DES ÉLÈVES AVEC DES PERSONNELS EXÉCUTANTS, SOMMÉS D'APPLIQUER BONNES PRATIQUES ET PRESCRIPTIONS, EMPÊCHÉS DE PENSER LEUR MÉTIER, MOINS EXPERTS ET MOINS AUTONOMES DONC MOINS RÉMUNÉRÉS :

**NE LAISSONS PAS FAIRE !
RENDEZ-VOUS LE 25 MAI DANS LA RUE**

Samedi 25 mai 2024

NON
au choc
des savoirs

POUR
l'École
publique



Nos organisations sont mobilisées contre le « Choc des savoirs » depuis plusieurs mois.

Elles dénoncent cet ensemble de mesures, du premier degré au second degré, qui dessine les contours d'un modèle d'École passiste et conservateur. Il vise à généraliser le tri des élèves dès le plus jeune âge, notamment par les groupes de niveaux, mais aussi en conditionnant l'accès direct au lycée par la mise en place de classes prépa-seconde en lycée général, technologique ou professionnel, en faisant du brevet une barrière à l'entrée au lycée. **Le « Choc des savoirs » est une attaque frontale contre l'École publique. Il est synonyme de retour en arrière sans précédent, en revenant sur les acquis de 60 ans de démocratisation scolaire.** C'est aussi une certaine vision de la société qui est esquissée, celle du tri et de l'assignation sociale, dangereuse pour notre démocratie : un pays où la jeunesse se trouve assignée à ses positions scolaires et sociales court un grave danger démocratique.

Nos organisations réaffirment avec force leur attachement au projet scolaire de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire : accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun, respecter et participer à une véritable liberté de conscience notamment par la construction de l'esprit critique autour de savoirs scientifiquement validés.

Aujourd'hui, le service public d'Éducation traverse une crise sans précédent : crise de recrutement, démissions, personnels qui témoignent d'une perte de sens de leur métier... A l'instar de l'hôpital public, l'École publique n'est pas loin de l'effondrement alors qu'elle doit avoir les moyens d'être l'école de la première chance. Sur ses décombres, nous savons que c'est, comme en matière de santé, un système privé, payant et sélectif qui pourrait prospérer.

Nous ne nous y résignons pas. Pour retrouver les conditions de fonctionnement et de présence sur tout le territoire, l'École publique devrait être dotée de plusieurs milliers de postes d'enseignant·es, de CPE, psychologues, personnels infirmiers et sociaux, personnels administratifs, AED et AESH : plutôt qu'un « Choc des savoirs », nous exigeons un « Choc des moyens » !

Poursuivons et amplifions partout la mobilisation !

Depuis plusieurs mois, nous sommes engagé·es dans la mobilisation contre le « Choc des savoirs » et pour la défense de l'École publique, réunissant au fil des jours, des semaines et des mois de plus en plus de personnels de l'Éducation nationale et de parents d'élèves.

Nos organisations soutiennent, au niveau académique, les nombreuses initiatives engagées chaque semaine dans nos 8 départements. Elles appellent à multiplier les initiatives contre le « Choc des savoirs » : tractages, réunions publiques, opérations médiatiques, etc.

Pour donner une visibilité académique à cette mobilisation, elles invitent le plus grand nombre à participer à la
**JOURNÉE NATIONALE DE MANIFESTATION
DU SAMEDI 25 MAI A TOULOUSE
(METRO J. JAURES A 11H)**

**POUR UNE ÉCOLE PUBLIQUE, LAÏQUE ET EMANCIPATRICE, POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE ET POUR DIRE « NON AU CHOC DES SAVOIRS »,
ENSEMBLE, FAISONS SOCIÉTÉ AUTOUR DE L'ÉCOLE !**